



International FORUM on Development Service
FORUM International du Volontariat pour le Développement

Service volontaire et engagement du public : Qu'est-ce qui se passe ? Quoi de neuf ?

Document de discussion préparé
pour la rencontre IVCO 2007
Montréal – Canada, 17-19 septembre 2007

Par
Jean Christie

Préface	2
Introduction	3
Notes concernant la terminologie	4
Le travail volontaire, ce qui vient après, et le rôle de l'OCVI	5
Diversité des organismes et variété des motivations en matière d'engagement du public	7
Contexte plus large	7
Quelques observations en bref	8
Observations	8
Questions d'actualité	11
Les coalitions – Quand sont-elles utiles ? Comment choisir ?	11
Faire disparaître les frontières entre « ici » et « là-bas »	12
Initiatives dans le monde du travail et la vie professionnelle des particuliers	13
Mesurer l'impact de l'engagement	13
Le dilemme : subventions gouvernementales, changement politique	14
Suggestions complémentaires de documentation et de collaboration	14
Annexe 1 : Inventaire (partiel) des activités d'éducation, d'engagement et de défense de leurs causes chez les OCVI	16
Annexe 2 : Sources – personnes, sites Internet, documentation – consultées	21
Annexe 3 : Étude internationale possible, portant sur l'impact du travail volontaire et la participation des anciens volontaires dans leur pays d'origine	23

Préface

Le présent document constitue le second d'une série de documents de discussion produits par FORUM ; il s'inspire de nos travaux de recherche sur les tendances en matière de coopération volontaire internationale ces dernières années. L'une des principales tendances alors discernées avait trait aux pratiques des organismes de coopération volontaire internationale (OCVI/IVCO) relativement à l'engagement du public.

Les objectifs du présent document sont d'étudier certaines de ces pratiques et ce que nous pouvons apprendre de ces expériences, ainsi que de définir certains défis qui se poseront à l'avenir.

Les vues exprimées ici ne sont pas nécessairement celles de FORUM ou de ses membres, ni des organismes au service desquels l'auteur travaille ; cet auteur en demeure le seul responsable.



Cliff Allum, président de FORUM

Au sujet de FORUM

International FORUM on Development Service est un réseau d'organismes du domaine du volontariat et des échanges de personnel au niveau international. Ses objectifs sont de faire circuler l'information, de développer de meilleures pratiques et de bonifier la coopération entre ses membres.

Les membres de FORUM comprennent des organismes non gouvernementaux (ONG) et des sociétés d'État de partout dans le monde.

Principales activités :

- Nous facilitons le partage de l'information grâce à notre site Internet, nos actualités et nos échanges de savoir et d'expérience.
- Nous effectuons et faisons effectuer des recherches et nous favorisons la participation de nos membres aux recherches portant sur des questions reliées au volontariat international.
- Nous organisons chaque année une conférence réunissant les principaux dirigeants des organismes, connue sous le nom d'IVCO. Cette conférence s'intéresse principalement aux questions de changement pour redéfinir le volontariat international et offrir des occasions de découvrir de nouveaux modèles d'activités.

Introduction

J'ouvre ce court document avec deux mises en garde. La première, c'est que je tiens à ce qu'il soit très clair qu'il ne s'agit pas ici du résultat d'une recherche rigoureuse. Ce n'est même pas un aperçu complet de ce que font les organismes de coopération volontaire internationale (ci-après désignés par l'acronyme OCVI) dans le domaine de l'« éducation au développement », de l'engagement du public et de la défense de nos causes¹ auprès du public¹ – quoiqu'au cours de la préparation de ce document, il me soit venu à l'idée qu'un inventaire plus complet pourrait être une contribution fort utile venant de FORUM – pour documenter et diffuser ce qui se fait dans ces domaines. Résultant de trois semaines de recherche et d'écriture, ce texte expose simplement les observations d'un seul individu, qui s'appuient sur des conversations avec quinze dirigeants d'OCVI, ce à quoi se sont ajoutés quelques jours de recherche et de lecture sur Internet² et plus de trente ans d'une expérience qui m'a régulièrement ramené à ces questions de « citoyen du monde » à intervalles réguliers, dans ma propre collectivité aussi bien que dans ma vie professionnelle (que j'ai entreprise comme volontaire pour CUSO en Papouasie-Nouvelle-Guinée en 1970).

Ma deuxième mise en garde, c'est que dans la préparation de cet aperçu, j'ai volontairement glissé sur une masse de détails et de nuances et que j'ai fait des choix quant aux sujets sur lesquels je désirais me concentrer. Je présume que les membres d'OCVI qui me liront réagiront à mes observations à partir de la perspective de leur propre expérience, et y ajouteront certains des éléments manquants au moment de la discussion de la conférence d'IVCO organisée par FORUM en septembre.

L'objectif de ce document, c'est de stimuler la réflexion et peut-être de susciter des actions communes, au sein d'organismes qui ont déjà fait le choix de s'instruire des pratiques les uns des autres et de collaborer dans les points d'intérêt commun, notamment la façon d'intéresser nos publics « chez nous ». C'est la dernière conférence annuelle organisée par FORUM qui m'a suggéré cette orientation. Au moment d'entreprendre ce projet, je n'ai pas manqué de consulter les procès-verbaux, les analyses de tendances et toute la documentation sur l'engagement du public que j'ai pu trouver provenant des conférences antérieures de FORUM.

Je remercie toutes les personnes qui m'ont parlé avec tant d'enthousiasme en juillet et je présente mes excuses à ceux et celles que je n'ai pu joindre à cause des délais trop courts. Chacune des conversations s'est avérée fort stimulante – par la diversité même des activités intéressantes et novatrices de vos organismes et par la sincérité évidente de votre engagement à améliorer le monde – quelle que soit votre approche. Cette brève étude – si incomplète qu'elle soit – m'a rappelé que beaucoup de gens, dans beaucoup d'endroits, font de leur mieux pour faire une différence.

* Note de l'équipe de traduction : comme c'est souvent le cas en français, il n'existe pas un équivalent unique au mot *advocacy* qui en recouvrirait tous les usages ; nous avons utilisé la plupart du temps le terme *défense de la cause/de leurs causes/d'une cause* et, à l'occasion, *défense des intérêts*.

¹ Voir l'encadré Terminologie, page suivante.

² Voir à l'**Annexe 2** la liste des personnes rencontrées et des sites Internet consultés.

Notes concernant la terminologie :

Des gens provenant de différents endroits emploient une variété de termes pour décrire des réalités similaires ou encore parfois utilisent un même terme pour dénoter des choses tout à fait différentes. Sans vraiment être trop scrupuleux sur la question de la terminologie, je définirai ici certains des termes de ce document selon l'emploi que j'en fais.

éducation interculturelle : éducation qui aide les gens à apprécier les autres cultures et à apprendre que « ma façon n'est pas la seule façon » ; éducation qui favorise la sensibilité et le respect des différences culturelles, dans toutes les communications, relations et interactions.

éducation au développement : éducation portant sur des points précis du développement et sur les causes de l'inégalité et de l'injustice dans le monde, destinée à sensibiliser des individus cibles et à changer leurs attitudes, et à les amener à agir dans un but de changement favorisant le développement équitable.

citoyen du monde : personne animée d'une perspective de l'univers qui la conduit à se considérer comme un « citoyen du monde » avec des responsabilités, comme un agent de changement ; personne qui fonde ses actions, que ce soit dans le domaine personnel, national ou international, sur la compréhension des liens qui relient les peuples, et sur son propre engagement à toujours prendre en considération les problèmes de l'univers dans sa propre vie.

engagement du public ou de la collectivité : efforts qui encouragent un public cible à agir de façon positive en faveur du changement – que ce soit dans le cadre du rôle de chacun en tant que citoyen (du monde), dans des organismes, en tant qu'activiste dans ses activités communautaires ou politiques, en tant que consommateur responsable ou en tant que travailleur.

défense des causes (politiques publiques) : efforts individuels ou collectifs visant des institutions gouvernementales ou intergouvernementales bien précises, destinés à changer des politiques publiques particulières en faveur du développement équitable et de la justice dans le monde.

campagne : mobilisation sur une large échelle, généralement à long terme, de particuliers et d'organismes, destinée à faire changer les institutions et les politiques, que ce soit à l'échelle nationale ou mondiale.

Même chez les 14 organismes avec lesquels j'ai communiqué, il y avait beaucoup de diversité – de statut juridique, d'objectifs, de structure et d'orientation des programmes – ce qui doit sûrement être encore plus vrai dans le plus large « univers » des OCVI. Trois d'entre eux (Fredskorpset, JOCV and Peace Corps) sont des organismes gouvernementaux – avec les avantages et les limites que cela entraîne. UNV membre du système de l'ONU, est unique en son genre, et entretient une relation privilégiée avec les autres agences des Nations Unies et des gouvernements partout dans le monde. Les autres sont des organismes indépendants non gouvernementaux mais certains sont des coalitions ou des organismes coordonnateurs d'autres OCVI, avec des rôles qui ne

sont pas les mêmes que ceux de leurs membres « en opération ». Certains se concentrent presque exclusivement sur le volontariat et le volontarisme ; pour d'autres, le volontariat fait partie d'un mandat plus large. Certains ont toujours travaillé avec le public « chez eux » de façon allant bien au-delà des activités courantes de publicité, de collecte de fonds et de recrutement ; pour d'autres, l'élargissement de leur mandat est plus récent. D'autres encore ont fait passer leur raison d'être principale de « l'échange interculturel » au « développement », ce qui n'a pas été sans avoir des répercussions sur leur façon de considérer l'éducation, l'engagement du public et la défense de leurs causes. Certains doivent lutter pour s'imposer comme des organismes professionnels, en butte à la perception que le volontariat est désuet et le fait d'amateurs, « pleins de bonnes intentions mais pas vraiment très efficaces ». Ces facteurs, et bien d'autres, ont une influence tant sur ce que les organismes peuvent faire que sur ce qu'ils choisissent de faire, dans les domaines dont je traite dans ce document.

Le travail volontaire, ce qui vient après, et le rôle de l'OCVI

Dans les pages suivantes, je me concentre principalement sur ce que les OCVI font **au-delà** de la préparation des volontaires à leur mission et du soutien apporté « sur le terrain ». Je tiens néanmoins pour acquis que le volontariat international marque en soi une volonté profonde des individus de s'engager en faveur du monde et d'y jouer un rôle qui s'inspire d'une motivation bien plus profonde que le simple intérêt personnel. Je sais également que les différents organismes travaillent de différentes façons avec leurs volontaires et ont différentes attentes à leur endroit tout au long du cycle de volontariat. Ces attentes différentes vont tout probablement contribuer à orienter l'engagement à long terme du volontaire, et c'est dans cette perspective qu'il faut les prendre en considération.

Presque tous ceux et toutes celles à qui j'ai parlé m'ont rappelé que la décision de faire du travail volontaire et le travail lui-même sont des étapes importantes dans l'évolution de la personnalité d'un individu et sont tout probablement des indices d'une sensibilisation et d'un engagement à l'international qui sont antérieurs à la décision de devenir volontaire. Il est bien certain que le volontariat international a un impact marqué sur les attitudes et les perspectives à l'égard du monde des gens qui s'y engagent. Nous connaissons tous des anecdotes qui illustrent que des (bonnes) expériences de travail volontaire peuvent avoir et ont souvent un impact sur les choix que les anciens volontaires feront ensuite dans leur vie. C'est ce que prouvent au moins deux études sur les anciens volontaires³. Un sens plus poussé de ce que j'appelle être citoyen du monde et une volonté d'engagement – d'un niveau supérieur à la moyenne, dans des organismes communautaires ou internationaux ou dans sa propre vie professionnelle – semblent être des résultats prévisibles de l'expérience du volontaire. Au moment de s'engager dans la phase suivante de leur vie au terme de leur mission internationale, les anciens volontaires recherchent « la cohérence et la continuité » des valeurs, des attitudes et des compétences interculturelles et autres qu'ils ont acquises ou approfondies en tant que volontaires. Ils ont tendance à réorienter leur vie personnelle et professionnelle de façon à intégrer les connaissances et la perspective internationale qu'ils ont récemment acquises⁴.

³ Deux études, au Canada et en Suisse, en sont arrivées à des conclusions remarquablement similaires au sujet de l'expérience de travail volontaire sur les choix que feront les volontaires après leur retour.

⁴ Voir notamment Chantal Furrer ; *Échanger et changer... ici et maintenant: l'impact d'engagement des volontaires FSF (E-CHANGER) de retour 1982-1996 sur la société suisse* ; 1998.

En toute logique, par conséquent, il apparaît que, dans ce contexte, les OCVI devraient s'employer à concevoir des programmes qui facilitent et visent clairement à prolonger l'engagement à long terme des volontaires à leur retour et, pour les gens qui n'ont pas eu cette expérience de volontariat international, à reproduire certaines des conditions qui donnent naissance au type de changement d'attitude et d'actions que l'on constate chez les anciens volontaires.

Au même moment, les efforts des OCVI en ce sens doivent tenir compte des tendances internationales, du rôle changeant de la société civile et des OCVI, et d'une analyse plus clairement politique (ou politiquement orientée) de ce qui doit changer dans le monde pour produire un développement équitable.

Diversité des organismes et variété des motivations en matière d'engagement du public

Quoique leurs activités soient similaires en grande partie, **les OCVI gouvernementaux et non gouvernementaux présentent au moins deux types de différences qui ont un impact sur ce qu'ils font (peuvent faire) concernant le public « chez eux »**. Premièrement, les activités des OCVI gouvernementaux doivent s'aligner sur les priorités politiques de leur gouvernement. Ce n'est pas le cas des OCVI non gouvernementaux, qui sont (davantage) libres de critiquer les politiques de leur gouvernement. Deuxièmement, l'un des objectifs exprès des OCVI gouvernementaux, c'est d'être des « ambassadeurs de bonne volonté » de leur pays, et de favoriser l'amitié entre les peuples. C'est probablement aussi l'une des raisons pour lesquelles les gouvernements subventionnent des OCVI non gouvernementaux, et c'est quasi certainement un résultat du volontariat non gouvernemental. Mais cette motivation n'est pas le point central des préoccupations des OCVI non gouvernementaux. Ces différences se reflètent dans les activités d'éducation, d'engagement et de défense des causes des OCVI.

Les OCVI non gouvernementaux, comme beaucoup d'autres ONG internationaux, ont généralement compris que la structure des pays du Nord doit changer de façon profonde pour rendre possible le développement, la justice sociale et l'expression des droits humains fondamentaux dans les pays du Sud. En termes simples, c'est la notion essentielle qui oriente maintenant une grande partie des activités qu'ils entreprennent auprès de leurs publics – visant à susciter les changements qu'ils considèrent comme nécessaires chez eux. Leurs points d'entrée, leurs choix de questions, d'approches et de stratégies peuvent être fort différents, mais **les activités d'engagement public et de défense des causes de la plupart des OCVI non gouvernementaux, ainsi que la plus grande partie de leur éducation au développement, prennent leurs racines dans la notion que l'ordre actuel du monde doit changer et qu'une grande partie de ce changement doit se produire dans les pays du Nord**. Il y a là une différence marquée avec l'accent sur l'éducation interculturelle des décennies antérieures – qui n'en reste pas moins pertinente et continue à se faire – tout particulièrement dans la préparation des volontaires à leur mission, dans le travail en milieu scolaire, et (par exemple) comme un élément des initiatives reliées aux politiques concernant les immigrants et les réfugiés, la xénophobie et le racisme « chez eux ».

Contexte plus large

Je n'ai pas ici l'espace nécessaire pour faire plus que rappeler certaines des réalités qui ont un impact sur les activités des OCVI avec leur public « chez eux ». Au risque de simplifier à l'excès et d'omettre bien des questions, je relève les points suivants, qui peuvent tous avoir un impact sur les choix effectués par les OCVI dans leurs programmes :

- La mondialisation et le mouvement qu'elle entraîne dans la société civile mondiale – promouvoir la justice commerciale et l'imputabilité des entreprises dans un régime commercial international entaché de partialité injuste à l'égard des pays du Sud.
- Les objectifs de sécurité mondiale et la guerre au terrorisme, qui ont détourné beaucoup de priorités et de ressources des gouvernements et ont pris la place

d'autres préoccupations internationales urgentes dans l'esprit des médias et du public.

- Une liste croissante d'engagements intergouvernementaux pris à la suite des grandes conférences multilatérales, l'évaluation des résultats après cinq ou dix ans, et la quasi-impossibilité d'arriver à réaliser des progrès significatifs dans la plupart de ces cas ; la présence d'un nombre croissant d'organismes de la société civile de plus en plus compétents à ces événements et, de façon plus générale, sur la scène multilatérale.
- L'engagement pris par les gouvernements du monde à l'égard des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et un mouvement à l'échelle mondiale au sein de la société civile qui presse les gouvernements à travailler à les atteindre ; dans ce contexte, « Abolissons la pauvreté, Éducation pour tous », et le Global Treatment Access Group, qui tous travaillent à maintenir la pression sur les gouvernements.
- Les grands défis du multilatéralisme lui-même, et les nombreuses voix qui s'élèvent en faveur de la réforme des Nations Unies, autant chez les défenseurs que chez les adversaires du multilatéralisme.
- L'apparition de nouveaux instruments internationaux pour la défense des droits de la personne ainsi que la progression d'une approche du développement basée sur les droits de la personne
- La reconnaissance de plus en plus répandue du changement climatique au sein des gouvernements et des citoyens dans le monde, et la progression de la compréhension des liens étroits qui unissent le développement et les préoccupations environnementales.
- Le nouveau régime d'aide de l'OCDE qui refaçonne présentement toute l'aide de cet organisme, défini par la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide ; la redirection de certains des fonds d'assistance au soutien budgétaire des gouvernements, l'orientation sur les « résultats », et l'exclusion quasi-totale de la société civile, dans une vision d'efficacité qui se concentre sur des relations d'aide bilatérale.
- La tendance des gouvernements donateurs à soutenir directement les ONG des pays du Sud.

Quelques observations en bref⁵

Au terme de ce coup d'œil extrêmement superficiel sur les motivations qui fondent les programmes d'éducation du public des OCVI et sur le contexte plus large dans lequel s'exercent leurs activités, je passe maintenant à certaines observations concernant ce que les OCVI font vraiment dans le domaine de l'éducation au développement, de l'engagement du public et de la défense de leurs causes, ainsi qu'à certaines questions particulières qui demandent plus d'attention. En termes très larges, voici donc ce que j'ai observé.

Observations

- La plupart des OCVI incluent dans leur **énoncé de mission**, dans leur plan stratégique ou dans les deux une certaine forme d'engagement à exercer dans leur propre pays des activités qui vont au-delà des relations publiques, du recrutement

⁵ On trouvera à l'**Annexe 1** un inventaire plus complet des types d'activités rapportées par les OCVI.

des volontaires et de la collecte de fonds. Cependant, les objectifs de telles activités et les activités elles-mêmes varient grandement selon les OCVI.

- **Certains OCVI font beaucoup plus** d'éducation, d'engagement du public et de défense de leurs causes que d'autres. Certains considèrent ces activités comme en marge de leur « rôle principal », soit l'envoi de volontaires, mais la plupart les considèrent maintenant comme un élément important de leur travail. Les OCVI gouvernementaux ainsi que certains OCVI subventionnés par le gouvernement voient leurs activités (possibles) de ce genre assez limitées.
- Certains organismes **se sont engagés dans ces activités beaucoup plus récemment** que d'autres. Parmi ceux dont le mandat a récemment été élargi pour inclure de telles activités, certains sont encore à la recherche d'un équilibre convenable entre leurs programmes internationaux et leurs programmes intérieurs.
- La plupart des OCVI admettent que les **anciens volontaires** n'ont pas tous la même aspiration à l'engagement à leur retour et que **différentes approches** conviennent aux différentes personnes, dépendant notamment de facteurs comme l'âge, le sexe, l'état de famille, le stade de la carrière et la « distance » de l'expérience internationale.
- Pratiquement tous les OCVI encouragent et aident leurs anciens volontaires à s'engager dans leur **collectivité**, d'une grande variété de façons.
- La plupart des OCVI font d'une façon ou d'une autre de **l'éducation ou de l'engagement du public** : des activités de communication indépendantes de la collecte de fonds ou de recrutement, et qui s'adressent directement à un public plus large que les anciens volontaires.
- Beaucoup d'organismes ont des programmes spécialement destinés aux **écoles** ou aux **systèmes scolaires** ; beaucoup ont même mis au point du **matériel pédagogique** à utiliser en classe. Certaines de ces initiatives sont d'envergure nationale et fort larges, d'autres moins. C'est un domaine où le partage plus systématique d'approches de stratégies et de bonnes pratiques pourrait s'avérer utile.
- Un certain nombre d'organismes ont des programmes orientés vers **les enfants et les jeunes** en contexte non scolaire.
- Certains organismes font la promotion de la **consommation responsable** et du **commerce équitable** ou des deux, au sein de leurs anciens volontaires ou du grand public.
- La plupart des OCVI non gouvernementaux ont des activités **de défense de leurs causes au regard des politiques publiques**, mais le contenu et les formes varient considérablement au sein des organismes, tout comme l'importance relative que chaque organisme y attribue. Certains organismes (particulièrement les organismes gouvernementaux) **limitent ce genre d'activités** au soutien du volontarisme ou à l'édification d'un environnement favorable à l'action volontaire et à la société civile dans le monde ou les deux. Dans la plupart des organismes, cependant, ces activités **visent les changements des politiques sur des points particuliers**.
- Certains organismes donnent à leurs activités d'engagement ou de défense de leurs causes un **aspect plus ouvertement politique** que d'autres.
- À l'intérieur de chaque pays et même au niveau international, les **organismes de coopération volontaire internationale travaillent de plus en plus en collaboration**, notamment en éducation et en engagement du public et en matière de défense de leurs causes.
- Les OCVI s'engagent aussi dans des **campagnes ou coalitions plus larges sur un sujet particulier**, et combinent leurs « actifs » avec ceux d'organismes nationaux ou

internationaux dans d'autres secteurs, de façon à produire un impact public et politique plus grand. Presque tous les organismes qui ont des activités de défense de leurs causes tentent d'impliquer leurs **anciens volontaires dans de telles campagnes**.

- En plus des activités qui impliquent leurs anciens volontaires, beaucoup d'OCVI ont d'autres **programmes d'engagement et de défense de leurs causes qui ne sont pas orientés sur leurs anciens volontaires** – par ex. groupes confessionnels, écoles, universités, syndicats, associations professionnelles, etc.
- Certains OCVI inventent de nouvelles façons de **relier les activistes de secteurs ou mouvements particuliers** dans leur propre pays avec d'autres secteurs et mouvements similaires dans d'autres pays. Un certain nombre d'organismes ont ajouté un élément de volontariat dans ces programmes d'activisme Nord-Sud – **brisant ainsi les anciennes frontières entre le volontariat international et les activités à l'intérieur du pays et contribuant de façon délibérée au « développement » dans le Nord aussi bien que dans le Sud**. Documenter ces initiatives pourrait s'avérer fort fructueux.
- Certains organismes font ouvertement le lien entre leur soutien à la **mise en place des capacités de la société civile, dans leur propre pays et à l'étranger**.
- Certains organismes tentent délibérément d'intéresser des **groupes de la diaspora** à leurs programmes internationaux et nationaux, et de clairement relier les deux. Même en l'absence de programmes orientés sur les immigrants, un certain nombre d'OCVI ont décrit des exemples novateurs de participation de la diaspora à leurs activités. Documenter ces exemples – les objectifs visés, les résultats voulus ou non voulus – pourrait s'avérer intéressant.
- Un certain nombre d'OCVI internationaux ont mis au point des **programmes nationaux de volontariat** dans leur propre pays, tirant de leur expérience internationale des moyens de s'attaquer à des **questions de développement chez eux**.
- En général, les OCVI ont fait beaucoup moins d'efforts pour **rejoindre les gens dans leur vie professionnelle** que dans les domaines notés jusqu'ici. Mais il existe un certain nombre d'initiatives nouvelles, qui ciblent les anciens volontaires dans leur vie professionnelle ou qui visent à **introduire une perspective internationale dans les secteurs d'emploi** où travaillent les OCVI et leurs anciens volontaires.
- Quelques OCVI ont mis au point des **partenariats d'affaires** ou d'autres initiatives pour **impliquer les employeurs**, par ex. des visites d'études ou des congés (partiellement) payés au cours desquels les employés font du travail volontaire. Certains organismes voient dans ces relations un point de départ à leurs efforts futurs pour **faire la promotion de la responsabilité sociale des entreprises**.
- Un certain nombre d'OCVI ont effectué des études ou des évaluations destinées à mesurer **l'impact du volontariat international** sur leurs anciens volontaires et, à un degré moindre ou par extension, sur leur propre pays. Certains OCVI ont fait effectuer des **sondages** à l'échelle nationale pour mesurer les connaissances ou l'opinion du public à l'égard des questions reliées au développement international. Je n'ai entendu parler **d'aucune étude qui tentait de mesurer l'impact direct des efforts des activités de défense de leurs causes, d'engagement ou d'éducation des OCVI**. Tous ces domaines pourraient bénéficier d'études et de documentation complémentaires.
- Un certain nombre d'OCVI ont des **liens solides avec des universités**, comportant différents types de relations avec des universitaires eux-mêmes, des facultés et des associations d'étudiants. Ils se livrent à une variété d'initiatives conjointes, parmi

lesquelles des efforts pour changer la teneur d'un cours (par ex. études sur le développement, programmes de cours de facultés de médecine) et de la recherche sur des sujets qui leur sont pertinents.

- Tous les OCVI se servent de **l'Internet** : au moins pour communiquer et impliquer les anciens volontaires et le grand public et, souvent, de façon novatrice, pour soutenir d'autres efforts d'engagement et de défense de leurs causes.
- Un certain nombre d'OCVI et de coalitions d'OCVI ont mis au point ou mettent actuellement au point des **bases de données nationales d'anciens volontaires**, pour plusieurs raisons, notamment la défense de leurs causes et l'engagement des anciens volontaires. Certains organismes rapportent des résultats intéressants en matière de mobilisation de leurs anciens volontaires.
- Le **degré d'engagement des gouvernements** à l'égard de l'engagement du public par les OCVI et leur tolérance face à leurs activités pour la défense de leurs causes semble varier grandement. La plupart des **gouvernements soutiennent** certaines formes d'activités d'éducation au développement et d'engagement du public menées par les OCVI, mais ont des attitudes extrêmement différentes relativement aux activités de défense de leurs causes menées par les OCVI ou les autres organismes subventionnés par le gouvernement.
- À peu près tous les organismes notent que le **manque de ressources financières et humaines** les empêche de mener des activités plus nombreuses ou plus efficaces relativement à la défense de leurs causes ou à l'engagement du public. On mentionne également la **concurrence pour obtenir des subventions**, le **défi de s'entendre sur des stratégies et des objectifs communs dans les coalitions**, le besoin d'une orientation claire et d'une **pensée stratégique**.

Questions d'actualité

Dans cette section, je relève un certain nombre de questions pratiques qui me semblent mériter plus ample considération. Elles cernent plutôt de nouvelles approches à la défense de leurs causes et à l'engagement. Cet accent ne se veut pas un jugement à l'égard des activités « traditionnelles » des organismes, tout particulièrement celles qui intègrent l'éducation et l'engagement dans le cycle de volontariat. Il s'agit plus simplement de relever certaines questions qui semblent plus particulièrement pertinentes dans le monde actuel des OCVI.

Les coalitions – Quand sont-elles utiles ? Comment choisir ?

Les coalitions sous diverses formes sont devenues courantes dans la vie des OCVI. Les organismes eux-mêmes forment des collaborations à l'échelle nationale et internationale pour apprendre les uns des autres et partager les bonnes pratiques (il n'est qu'à penser au présent FORUM). Au niveau national, la plupart des OCVI non gouvernementaux (ou leurs coalitions) sont également membres de conseils nationaux d'organismes de développement international, souvent dans le but de rendre leur voix collective plus puissante auprès du gouvernement au sujet de questions (convenues) de politique nationale. Finalement, les OCVI mettent leurs ressources organisationnelles au service de coalitions nationales et internationales sur des sujets particuliers, formées dans le but d'obtenir des modifications précises sur certains sujets sur la scène nationale et intergouvernementale. « Abolissons la pauvreté », campagne sur les OMD, l'objectif du

0,7 % d'aide publique au développement et Éducation pour tous en sont de bons exemples.

Les OCVI ne sont pas sans reconnaître les avantages du travail dans des coalitions reliées à des questions précises. En mettant en commun leurs actifs (en général des gens qui ont une expérience internationale) avec ceux des autres organismes, ils peuvent avoir accès à des informations sûres, des recherches intéressantes, une expertise habile en communication et un savoir-faire politique. Mais les OCVI se posent également des questions au sujet du travail en coalition. À quoi reconnaît-on une bonne coalition ? Comment l'organisme décide-t-il du temps à consacrer à négocier des objectifs communs avec les autres membres et à trouver des points communs entre les différentes opinions et stratégies politiques ? Ses propres questions ou positions se retrouvent-elles en marge ou diluées à l'intérieur du processus ? Il n'y a pas de réponse toute faite. Mais compte tenu de la prolifération des coalitions auxquelles il leur est possible de se joindre, les organismes devront de plus en plus faire des choix stratégiques à partir de leur propre expertise, de la « valeur ajoutée » qu'ils peuvent eux-mêmes apporter à une coalition, des avantages pour leur propre travail et – à mon point de vue un critère crucial – de la clarté des objectifs politiques de la coalition. Plus l'orientation est claire, plus la coalition est efficace, selon moi. Sans objectifs clairs, les coalitions et réseaux peuvent faire dépenser beaucoup de temps.

Nouvelles approches de l'engagement : faire disparaître les frontières entre « ici » et « là-bas »

La plupart des études sur les anciens volontaires relèvent que, à leur retour, ils sont plus impliqués que leurs compatriotes dans les questions locales ou nationales reliées au développement, tout en conservant leur perspective internationale et leur intérêt ou leur participation sur certaines questions internationales bien précises. Parallèlement, les OCVI trouvent des façons d'inclure dans leurs programmes des ponts entre leurs programmes de développement international et leurs préoccupations de développement « intérieur ». Ils font ainsi disparaître les anciennes frontières entre « ici » et « là-bas », entre les programmes nationaux et internationaux, et le font d'une variété de façons : en affectant leurs volontaires dans leur propre pays (plus traditionnellement donateur) ; par des échanges et du volontariat du Sud au Nord ; par des activités auprès des réfugiés, des immigrants et des communautés organisées de diaspora, qui par leurs liens personnels font un pont entre les continents ; par des échanges ou des missions de volontaires qui font travailler ensemble des activistes ou des « agents de changement » expérimentés d'un pays avec leurs homologues d'autres pays, de façon à partager des informations et des stratégies sur des préoccupations communes (par ex. environnement, violence faite aux femmes, développement économique communautaire, besoins des réfugiés). Les points communs de toutes ces initiatives, ce sont l'apprentissage multidirectionnel, le véritable échange international et le passage très net de l'objectif de « changer les choses là-bas » à l'objectif de mettre sur pied des liens et des mouvements de changement qui franchissent les frontières nationales et même les continents. En outre, tous ces exemples exploitent le potentiel de « l'échange de personnel » des organismes de façons nouvelles et créatives. Souvent, les activités les plus novatrices que me décrivait un OCVI s'effectuaient dans ce domaine. Je crois qu'il y aurait vraiment lieu d'augmenter la collaboration et les échanges des OCVI dans ce domaine.

Initiatives dans le monde du travail et la vie professionnelle des particuliers

Un autre type d'innovation dont un certain nombre d'OCVI ont parlé, c'est la question de l'engagement du monde du travail. Cela rejoint également les conclusions des enquêtes portant sur les anciens volontaires, qui mettent en évidence leur tendance, à leur retour, à chercher la cohérence et la continuité entre les valeurs, les attitudes et les habiletés qu'ils ont acquises au cours de leurs activités internationales, et leur travail à venir. Ils ont tendance à réorienter leur vie personnelle et professionnelle de façon marquée afin de faire concorder plus étroitement leur vie professionnelle avec la perspective internationale qu'ils ont récemment acquise. Nous connaissons tous des anecdotes qui illustrent que même des expériences de travail volontaire à court terme peuvent avoir un impact significatif sur les choix de carrière de quelqu'un. Que ce soit intentionnel ou intuitif, les OCVI semblent chercher des façons d'exploiter cette réalité. On voit apparaître au moins deux approches.

La première, c'est de travailler avec les anciens volontaires (par ex. ingénieurs, enseignants, personnel médical), dans le contexte de leur milieu de travail et de leurs affiliations professionnelles, à introduire une perspective internationale dans les institutions, les sociétés, les syndicats et les associations professionnelles de type plus « traditionnel ». L'autre nouveau modèle, c'est le partenariat d'affaires, qui vise à introduire une conscience de citoyen du monde dans un milieu de travail donné, parfois en allant plus loin que la collecte de fonds et les autres formes de soutien de l'entreprise. Les OCVI ont rapporté une variété d'initiatives novatrices de ce genre, élaborées avec des employeurs. Elles tournent souvent autour d'un congé prolongé pour permettre une mission de travail international tout en s'engageant à assurer aux participants un retour dans leur milieu de travail. Dans les deux cas, ces initiatives peuvent fournir un possible point d'entrée à une discussion formelle de la question de la responsabilité sociale de l'entreprise. Selon moi, ces initiatives méritent également une collaboration et une documentation plus systématiques.

Mesurer l'impact de l'engagement

Pour mettre au point des stratégies efficaces de défense de leurs causes et d'engagement du public, les OCVI ont besoin de données solides – par exemple, sur les modes actuels d'engagement des anciens volontaires et sur leurs attentes à ce sujet. Les organismes ont besoin d'information sur les formes d'engagement et d'objectifs « qui marchent » avec les différents segments du public. Ils ont besoin de données concernant l'impact des campagnes spéciales. Compte tenu du manque de ressources, et de la valeur potentielle des résultats internationaux, il pourrait s'avérer utile d'envisager une coordination de la collecte de telles données au sein des OCVI.

Je présume qu'il existe plus de recherche en la matière que ce que j'ai pu découvrir en quelques jours. Ma première intuition me dit qu'il s'est fait plus d'efforts pour évaluer l'impact de leur volontariat sur les volontaires et, par extrapolation, sur leur propre pays à leur retour, que sur ce qui s'est fait spécialement pour évaluer l'impact des efforts d'engagement du public ou des activités de défense des causes. Il s'agit là de points difficilement mesurables dont l'attribution est de toute évidence fort difficile. Ce qui ne signifie pas cependant qu'on ne doit pas essayer. Si cela n'a pas déjà été fait, il serait intéressant d'au moins dresser la liste des études d'impact, de les rendre largement accessibles, de peut-être repérer les conclusions communes et les points susceptibles d'être étudiés plus tard. Il pourrait valoir la peine de mettre au point de nouvelles études,

en collaboration avec des chercheurs du milieu universitaire – pour en assurer la rigueur méthodologique et pour être sûr de disposer de moyens fiables d'effectuer des comparaisons avec d'autres pays⁶.

Le dilemme : subventions gouvernementales, changement politique

Beaucoup de mes interlocuteurs ont fait allusion à un dilemme qui prend sa source des ententes de subventions versées aux OCVI qui reçoivent des fonds gouvernementaux, ce qui est le cas de la plupart d'entre eux. Comme disait quelqu'un au cours des années 1970, alors que je venais de revenir d'un stage de travail volontaire en éducation au développement : « ce n'est pas l'État qui va subventionner la révolution ». Les temps ont changé mais pas ça ! Quelles que soient les différences que l'on trouve d'un pays à un autre en matière d'activités acceptables pour les organismes sans but lucratif dans le domaine des activités politiques de défense des causes, il y a toujours des limites à l'activité politique proprement dite. Alors que les OCVI en viennent à comprendre que le monde a besoin de changements profonds de structure, y compris des changements politiques dans leur propre pays, ils se heurtent au mur de cette réalité. Les activités politiques de défense des causes et la politique partisane sont très certainement différentes mais, en pratique, les distinctions peuvent parfois devenir plus confuses. Un organisme doit faire preuve de finesse, stratégiquement parlant, au moment où il planifie ses activités de mobilisation du public et de défense de ses causes. Je n'ai pas de réponse magique à ce dilemme, mais c'est un dilemme dont les OCVI doivent être conscients quand ils envisagent leur plateforme pour la défense de leurs causes, leur place à l'intérieur des coalitions et leurs alliances stratégiques avec d'autres – comprenant des organismes qui ne sont pas soumis aux mêmes contraintes. Ce dilemme ne disparaîtra pas du jour au lendemain.

Suggestions complémentaires de documentation et de collaboration

En plus des activités conjointes reliées aux impacts, mentionnées dans les pages précédentes, la liste qui suit suggère quelques domaines où il pourrait être intéressant d'entreprendre de la documentation et de la collaboration entre OCVI au plan international. En bref, FORUM pourrait :

- Préparer et tenir à jour une base de données ou une liste, exhaustive et facile à actualiser, de ce que font les OCVI dans différents pays en matière d'éducation au développement, d'engagement et de défense de leurs causes, avec des rubriques similaires à celles que je donne à l'Annexe 1. On devrait normaliser la forme d'une inscription (peut-être un résumé d'une page), permettre aux organismes d'ajouter ou de supprimer du matériel et rendre le tout disponible en ligne.
- Documenter ce que les OCVI font dans les écoles et à l'intérieur du système scolaire dans leur pays.
- Prévoir un espace de partage en ligne où les OCVI peuvent montrer le matériel pédagogique qu'ils ont mis au point pour les écoles, les jeunes et les autres publics.
- Documenter comment et pourquoi les OCVI travaillent « chez eux » avec les immigrants, les réfugiés et/ou les communautés de diaspora organisées.

⁶ On trouvera à l'Annexe 3 la description sommaire d'une idée qui est apparue, celle d'une étude longitudinale sur l'impact du volontariat sur le pays d'origine au terme de la mission du volontaire.

- Documenter de nouveaux modèles d'échanges qui effacent les distinctions entre « ici » et « là-bas » et qui encouragent l'apprentissage et le développement multidirectionnel.
- Documenter des exemples de partenariat organisme-entreprise : comment ils font participer les employeurs et le personnel, comment ils traitent les questions de responsabilité sociale de l'entreprise.
- Documenter les nouveaux efforts pour susciter la participation des anciens volontaires dans leur milieu de travail ou dans leur vie professionnelle.
- Documenter d'autres nouvelles initiatives d'engagement : par ex. le volontariat national, la création de liens entre activistes de divers continents et d'autres programmes s'effectuant depuis la base nationale.
- Dans tous ces cas, créer des occasions d'échange entre des gens qui travaillent dans des domaines similaires.

Compte tenu de l'éventail des activités entreprises par les OCVI et les nouvelles initiatives qu'ils mettent à l'essai, il y a beaucoup de place pour l'apprentissage entre pairs et les futures collaborations dans les domaines de l'éducation, de l'engagement et de la défense des causes.

Annexe 1

Inventaire (partiel) des activités d'éducation, d'engagement et de défense de leurs causes chez les OCVI

Les activités des OCVI organisées « chez eux » peuvent se placer dans un certain nombre de continuums qui se recoupent. Elles varient entre des activités qui ciblent les anciens volontaires à celles qui visent un public plus large ; des activités de sensibilisation et d'éducation aux activités d'action individuelle et collective ; des activités d'un seul organisme à celles impliquant des coalitions. On trouvera ci-dessous certaines des activités rapportées par des OCVI⁷. Cette répartition risque de fragmenter ce qui, à l'intérieur d'un même organisme, constitue un tout plus complet et mieux intégré mais elle montre bien l'envergure des activités que font les OCVI dans leur ensemble.

Enchâsser l'éducation (avec une notion de « participation » continue) à l'intérieur de toutes les étapes du processus d'envoi en mission de volontaires, depuis la publicité et le recrutement de l'organisme jusqu'aux comptes rendus du volontaire à son retour

- Inclure un élément d'éducation dans chaque point du cycle de volontariat.
- Relier d'une façon ou d'une autre les volontaires à leur pays d'origine de façon formelle durant leurs missions, de façon à établir des liens pour un suivi postérieur.

Aider de façon pratique les volontaires sur place et les volontaires récemment de retour à « raconter leur histoire »

- Engager des photographes et des vidéographes professionnels pour travailler avec les volontaires.
- Préparer les volontaires à parler en public.
- Encourager les volontaires (au cours de la session de compte rendu à leur retour) à reconnaître leurs sphères individuelles d'influence et élaborer leur propre programme de communication.
- Élaborer un service ou une banque de conférenciers.
- Inviter des volontaires actifs dans un certain secteur à prendre la parole dans des événements de ce secteur (par ex. des gens qui ont travaillé avec les réfugiés dans des zones de combat pourraient prendre part à une conférence nationale sur les réfugiés).

Aider à la réintégration et à l'engagement des volontaires

- Faire en sorte que tous les volontaires aient un groupe de soutien pour les aider à se réintégrer et à rester engagés à leur retour.
- Tenir des sessions (individuelles) de compte rendu au moment du retour, qui suggèrent aux volontaires des moyens de continuer leur engagement, avec des sessions périodiques de suivi dans différentes villes.
- Fournir une « trousse pratique de retour » aux anciens volontaires, avec des suggestions de participation de différents types.
- Prévoir dans le contrat du volontaire qu'à son retour, il acceptera de participer à certaines activités d'engagement du public.

⁷ Chaque point de cette liste a été mentionné par au moins un organisme ou décrit sur un site Internet que j'ai visité. Je n'attribue pas une activité à un organisme en particulier, cependant, car beaucoup d'activités sont communes à plus d'un organisme et ma liste est très certainement incomplète.

- Prévoir un espace réservé aux anciens volontaires sur le site Internet de l'organisme ou encore un site Internet spécial.
- Offrir un service de soutien au retour (avec un coordonnateur à la rentrée des anciens volontaires) pour rencontrer les anciens volontaires (dans leur propre milieu si possible) à intervalles périodiques après leur retour.

Travailler directement avec les écoles

- Relier des écoles avec des volontaires pendant leur mission.
- Dans ces écoles, relier les enfants les uns avec les autres individuellement (par ex. jumelage de classes, cartes postales, échanges de dessins).
- Relier à des écoles des volontaires actifs et d'anciens volontaires pour faire des présentations ou des exposés en classe.
- (Avec une subvention d'un gouvernement) produire du matériel éducatif et travailler en classe.
- Combiner les éléments précédents d'une façon ou d'une autre à l'intérieur d'un programme plus complet pour relier les volontaires et les anciens volontaires avec les écoles de leur milieu.

Travailler à l'intérieur de la structure officielle d'un système d'éducation pour développer l'internationalisme et la notion de citoyen du monde à l'intérieur des programmes scolaires aux différents niveaux

- Prendre part à des initiatives au niveau national pour modifier les programmes d'études et pour y faire inclure une notion de citoyen du monde dans les différentes matières.
- Mener des activités d'éducation auprès des enseignants.
- Élaborer du matériel (lié aux programmes scolaires) à utiliser dans les écoles ou avec les enfants ou les jeunes dans d'autres secteurs (par ex. chez les Guides).
- Travailler avec un syndicat d'enseignants pour élaborer du matériel pédagogique.

Autres activités avec les enfants et les jeunes

- Mener des programmes en collaboration avec des groupes organisés de jeunes (par ex. les Guides).
- Mener des programmes d'échanges et de visites d'étude spécialement conçus pour les jeunes.

Information, éducation et communication avec des collectivités

- Soutenir la participation de l'organisme et des anciens volontaires à des événements communautaires.
- Encourager les anciens volontaires à communiquer avec les clubs de services, les groupes confessionnels, etc. de leur localité ; en tant qu'organisme, communiquer avec ce même genre de groupe à l'échelle nationale.
- Travailler avec les journaux des collectivités (incluant des rapports réguliers des volontaires « sur le terrain »).
- Travailler avec les municipalités à mettre sur pied des activités d'éducation au développement (par ex. avoir un programme annuel d'éducation communautaire à plusieurs facettes, en coopération avec des organismes communautaires et des gens avec une expérience internationale).
- Dans un certain cas, diffuser de l'information au sujet des OMD par l'intermédiaire des bureaux de poste.

- Offrir des distinctions ou prix annuels (par ex. remise fortement publicisée d'un prix des droits de la personne dans le parlement du pays).
- Expositions itinérantes d'art et de photo (par ex. œuvres artistiques d'enfants de différents pays, représentant leurs aspirations).

Mettre les actifs d'un organisme (infrastructure organisationnelle, membres, leur expérience et leur engagement) au service de campagnes en cours dans le monde qui sont orientées sur des exigences politiques particulières ; fournir aux anciens volontaires du matériel de soutien en ligne pour favoriser un engagement bien informé

- « Abolissons la pauvreté » (avec l'objectif du 0,7 % d'aide publique au développement, la réduction de la dette, la réforme du commerce, etc.).
- « Éducation pour tous ».
- Global Treatment Access Group (G-TAG) pour des médicaments contre le VIH.
- Campagne contre le commerce des armes de poing.
- Élaboration de matériel sectoriel pour les anciens volontaires.
- Avoir des séminaires en ligne pour informer les volontaires intéressés au sujet des questions de campagne et les préparer à des efforts de lobbying, etc.

Activités de pression politique (lobbying) sur des questions données

- Rencontrer des élus pour discuter d'une certaine question.
- Se servir de la base de données des volontaires pour trouver des anciens volontaires dans des zones électorales précises, dans le but de faire des pressions ciblées (par ex. intervenir auprès du ministre des Finances dans sa propre circonscription).
- Préparer du matériel pour des campagnes ou des interventions de pression.

Collaboration et implication des anciens volontaires et autres dans le cadre de leur milieu de travail ou de leurs activités professionnelles

- Mettre en place avec les employeurs des congés ou des programmes d'études en milieu de travail, en vue de l'échange de personnel ou d'occasions de travail volontaire, comprenant une obligation de rapport au retour ; éducation et encouragement en milieu de travail, activités reliées à la responsabilité sociale de l'entreprise.
- Mener des programmes d'éducation en milieu de travail, reliés à des formes d'engagement ou de travail volontaire particulier à une certaine profession (par ex. génie ou société haute technologie).
- Limiter les activités d'éducation au développement, d'engagement du public et de défense de ses causes pratiquées par un OCVI aux secteurs d'activités des volontaires de l'organisme (par ex. santé, éducation, agriculture) ; concentrer les efforts d'engagement sur les institutions de ces secteurs (par ex. travailler à rendre plus international le programme des facultés de médecine).
- Exploiter l'expertise professionnelle des anciens volontaires de façon à influencer leur profession dans leur pays ; promouvoir leur action sur des questions reliées à leur profession.
- Publier des articles d'intérêt professionnel à contenu international dans les revues professionnelles.
- Faire des exposés, dans le cadre de conférences professionnelles, portant sur des questions d'intérêt professionnel vécues au cours de leur mission à l'étranger.

- Faire participer des professionnels à des campagnes précises reliées à leur propre secteur, élaborer du matériel orienté directement sur leur profession (par ex. travailler avec un syndicat d'enseignants pour mettre au point du matériel pédagogique).
- Présenter des rapports d'expérience professionnelle comme volontaire à des associations professionnelles ou d'étudiants.

Travailler avec les communautés de diaspora

- Susciter la participation de réfugiés ou de membres de groupes d'immigrés à des activités d'éducation ou d'engagement dans leur nouveau pays ou dans leur pays de résidence.
- Recruter des immigrants comme volontaires dans leur pays d'origine ou ailleurs, et les remettre en liaison avec la communauté de diaspora à leur retour.
- Faire participer les membres de communautés d'immigrés spécifiques à la structure de direction de l'organisme.
- Travailler dans des communautés de diaspora organisées (par ex. avec les immigrants venant d'Afrique, du Bangladesh, des Philippines, des Guyanes, de Jordanie, de Palestine, du Sénégal, de la Syrie, du Togo, etc.).

Éliminer la distinction entre « ici » et « là-bas », donner une perspective internationale aux questions nationales, mettre sur pied des mouvements mondiaux en faveur du changement

- Élaborer des initiatives nationales de volontariat qui font appel à l'expérience et au personnel international pour traiter de préoccupations nationales (par ex. dans les collectivités aborigènes australiennes).
- Faciliter le volontariat et les échanges du Sud vers le Nord.
- Organiser des missions de volontaires ou faciliter des échanges qui font travailler ensemble des activistes ou des « agents de changement » expérimentés venant d'un pays avec d'autres personnes travaillant sur des questions similaires ailleurs, pour leur permettre de s'informer les uns les autres au sujet de questions et d'expertises communes (par ex. environnement, violence faite aux femmes, développement économique communautaire, réfugiés).

Encourager les anciens volontaires et le grand public à la consommation responsable

- Les mettre en relation avec des initiatives de commerce équitable ; les encourager à faire la promotion du commerce équitable dans les collectivités et organismes auxquels ils sont affiliés, et dans leur milieu de travail.
- Programmes d'éducation de la jeunesse à la consommation responsable.

Faire la promotion du tourisme responsable

- Mener un programme de tourisme responsable soutenu par les bureaux de l'OCVI sur le terrain.

Travailler avec des universitaires ou avec les universités ou des instituts de recherche pour internationaliser les institutions ou influencer sur les programmes d'études

- Développer la perspective du développement international au sein des établissements universitaires (par ex. dans les facultés de médecine, de génie ou d'éducation permanente pour les enseignants).

- Travailler en collaboration avec les programmes d'études au développement, pour élaborer du matériel ou y contribuer.

Mettre à profit tous les outils de communication de l'organisme (sites Internet, revues, bulletins électroniques, baladodiffusions) à des fins bien précises d'éducation, d'engagement et de défense de ses causes

Produire du matériel et élaborer d'autres stratégies de communication particulièrement orientées sur l'éducation, l'engagement et la défense des causes

- Exploiter les nouveaux espaces Internet d'interaction sociale à des fins d'éducation ou d'engagement (par ex. « Facebook », « My Space », blogues).

Élaborer et tenir à jour les bases de données d'anciens volontaires, en y incluant des informations pertinentes au sujet de leur expertise, de leurs intérêts, du pays où ils ont travaillé et de leur disponibilité pour des activités spéciales – à des fins variées

- Garder le contact ; fournir un soutien aux anciens volontaires.
- Mobilisation pour des campagnes.
- Pression politique ; viser les assemblées politiques par groupes d'électeurs.
- Trouver des particuliers dans des milieux de travail donnés (par ex. le gouvernement) qui peuvent être des sources d'accès.
- Repérage, possible enquête de suivi.

Travailler avec les médias

- Réserver un espace destiné aux médias sur le site Internet de l'organisme.
- Concentrer la communication avec les médias sur les médias locaux (journaux, postes locaux de radios et de télévision) – souvent avec un lien avec les volontaires anciens ou actuels provenant du milieu local ; soutenir le travail des personnes ainsi engagées.
- Envoyer des communiqués de presse au sujet des nouvelles initiatives et des activités d'intérêt.

Annexe 2

Sources – personnes, sites Internet, documentation – reliées à des organismes de coopération volontaire internationale :

- **Kimberly Bowman**, directrice du service de sensibilisation (Outreach), Ingénieurs sans frontières (Canada)
- **Peter Britton**, Senior Manager International Services, Australian Volunteers International
- **Christine Campbell**, directrice nationale Relations externes, Carrefour canadien international
- **Paul Davidson**, directeur général, Entraide universitaire mondiale du Canada
- **Shona Jennings**, External Relations Manager, Te Tuao Tawahi Volunteer Service Abroad, New Zealand / Aotearoa
- **Donna Keher**, Chief Partnerships, Communications and Resources Mobilisation Group; United Nations Volunteers
- **Claire Lewis – Armes**, Coordinator International Forum on Development Service
- **Amanda Khozi Mukwashi**, Head of External Relations, Skillshare, UK
- **Heidi Lasi**, conseillère principale, Engagement du public et communications, VSO Canada
- **Håkon Ødegård**, Head of Communications, Fedkorpset, Norway
- **Jody Olsen**, Deputy Director, Peace Corps, USA
- **Naoki Saiko**, Japan International Co-operation Agency/Japan Voluntary Co-operation Organisation
- **Matthew Snell**, British Volunteer Agencies' Liaison Group
- **Pierre Véronneau**, directeur général / **Christine Laliberté**, Oxfam Québec (Canada)

Autres :

- **Kate McLaren**, consultante responsable du volet engagement du public d'une évaluation du programme de coopération volontaire de l'ACDI – source de subvention gouvernementale pour dix organismes canadiens de coopération volontaire.
- **Rieky Stuart**, consultant et co-auteur d'un article sur les tendances pour International Forum on Development Service.
- **Donna Schwartzburg**, conseillère, Projets de développement international, ACDI

Sites Internet visités:

- Sites Internet de l'organisme où travaille chaque personne-ressource indiquée ci-dessus.
- Volets en anglais, en français et en espagnol des sites Internet de la plupart des organismes de la liste des personnes-ressources de FORUM, et un certain nombre d'autres.
- FORUM – tout particulièrement, les procès-verbaux antérieurs, les articles traitant des tendances et les présentations relativement à l'engagement du public au cours des conférences précédentes de FORUM.

- Citoyens du monde en action (collaboration canadienne sur l'engagement du public).
- BOND, UK.
- Japan International Volunteer Centre.
- NZ Council for International Development.
- Uniterra (collaboration canadienne entre EUMC et CECI).
- World Volunteer Web (géré par VNU) – <http://www.worldvolunteerweb.org>
- Sites Internet d'agences officielles de développement des pays suivants : Australie, Canada, France, Nouvelle-Zélande, Norvège, Royaume-Uni.

Études consultées

- **Chantal Furrer**; *Échanger et changer... ici et maintenant : l'impact d'engagement des volontaires FSF (E-CHANGER) de retour 1982-1996 sur la société suisse* ; 1998.
- **CUSO / Sean Kelly**; *Canadians Overseas, Canadians Back Home – Volunteerism Without Borders* ; 2006.
- **NORAD** : Evaluation of Fredskorpset ; 2006.

Annexe 3

Étude internationale possible, portant sur l'impact du travail volontaire et la participation des anciens volontaires dans leur pays d'origine

Au cours des conversations que j'ai eues en vue du présent document, le concept d'une étude longitudinale d'impact international a pris un certain élan. Cette étude examinerait l'engagement des anciens volontaires internationaux dans leur propre pays, à intervalles périodiques, après leur retour. Elle tenterait également de mesurer l'impact de cet engagement sur le pays d'origine du volontaire. Pour assurer la survie du germe de cette idée, j'en parle ici brièvement pour qu'on puisse la mener à terme si elle semble intéressante.

Quoi ?

- Effectuer une étude extensive au niveau international (disons dans de 10 à 15 pays) portant sur les réponses des volontaires à des questions identiques – avant leur départ, immédiatement à leur retour et à intervalles disons de deux, cinq et dix ans après.
- Voir à bien répertorier toutes les données importantes au sujet de la mission de chaque volontaire : par ex. pays où a eu lieu la mission, type de mission, durée de la mission.
- S'assurer de recueillir les données démographiques pertinentes et les autres données personnelles : par ex. sexe, âge, situation familiale, statut professionnel, stade de la carrière, etc.
- Poser des questions pour savoir si et comment les gens s'intéressent aux questions de développement au niveau local, national et international.
- Aller plus loin que des questions au sujet de ce que les gens font et savent, pour en arriver à leurs opinions et leur intérêt pour les autres.
- Poser des questions sur les sujets suivants : valeurs, attitudes, comportements de consommation, travail volontaire ou activisme dans leur milieu, continuité des activités et des intérêts face à l'international, engagement à l'égard de la politique ou des politiques, choix professionnels, éducation des enfants.
- Poser des questions ouvertes sur la nature, selon eux, de l'impact de leur expérience de volontariat sur leur façon de penser et d'interagir avec les autres, et sur ce qu'ils font maintenant.
- Demander comment leur perspective du monde a changé, comment cela a affecté leurs relations et leurs affiliations avec leur collectivité et leurs organismes, ainsi que leur vie professionnelle.
- Trouver des façons de mesurer de façon quantitative l'impact cumulatif de tout ceci sur les pays qui envoient des volontaires.
- Possiblement trouver un groupe de comparaison, formé d'individus parmi lesquels on pourrait s'attendre à trouver un degré comparable de conscience sociale (par ex. les travailleurs sociaux) pour pouvoir arriver à une certaine évaluation de l'impact de l'expérience internationale.
- Trouver un groupe témoin (grand public) avec lequel effectuer des comparaisons.

Pourquoi ?

- Une étude de ce genre faciliterait la planification de programmes bâtis à partir de « faits réels ».

- Elle permettrait la ventilation des observations par groupe démographique et par type de mission.
- Elle permettrait les comparaisons entre les pays ainsi qu'entre les différents types de travail volontaire.
- Elle permettrait d'avoir des points de référence et de suivi des impacts, dans un univers où l'on exige de plus en plus des résultats mesurables.